

PRÉFET DE LA SARTHE

PREFECTURE
DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES
Bureau de l'Utilité Publique

Arrêté n° 2014063-0004 du 4 mars 2014

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement.

Mise en demeure

Société AGRIAL à Saint Germain sur Sarthe

Le Préfet de la Sarthe
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°880/1376 du 21 avril 1988, complété par l'arrêté préfectoral n° 02-3281 du 12 avril 2012, fixant les conditions d'exploitation des installations de la société AGRIAL à Saint Germain sur Sarthe ;

Vu l'article 1 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 relatif à la prévention des risques présentés par les stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium soumis à autorisation au titre de la rubrique 1331 et les stockages de produits soumis à autorisation au titre de la rubrique 1332 qui dispose : «Pour les autres installations régulièrement autorisées [...] les dispositions des articles 10.6 [...] sont applicables dans un délai de dix huit mois après la date de publication de l'arrêté », soit à compter du 14 octobre 2011 ;

Vu le point 10.6 de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 susvisé qui dispose : « 10.6 Détection automatique : Les magasins de stockage et les stockages couverts sont équipés de systèmes spécifiques permettant une détection efficace des phénomènes, la plus précoce possible et adaptée au type de risque encouru (décomposition, incendie par exemple [...] » ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 13 janvier 2014 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que lors de la visite en date du 19 décembre 2013, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que les magasins de stockage d'engrais en sacs n'étaient pas équipés de systèmes de détection ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions du point 10.6 de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société AGRIAL de respecter les prescriptions des dispositions du point 10.6 de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur la proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Sarthe ;

A R R E T E

Article 1 - La société AGRIAL exploitant une installation de stockage d'engrais sise au lieu dit « La Hutte » sur la commune de Saint Germain sur Sarthe, est mise en demeure de respecter les dispositions du point 10.6 de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 susvisé dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 - L'exploitant adresse au préfet avec copie à l'inspection des installations classées, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

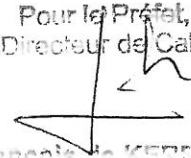
Article 3 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 - Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté (article R514-3-1 du code de l'environnement).

Article 5 - La Secrétaire Générale de la préfecture de la Sarthe, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Mamers, le Maire de Saint Germain sur Sarthe et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société AGRIAL par lettre recommandée avec accusé de réception ou remis en mains propres par les soins du Maire.

Le Préfet

Pour le Préfet,
Le Directeur de Cabinet


François de KEREVER